

Culture du dialogue



Les Français manifestent. Les Français revendiquent. Les Français veulent prendre la parole. Et si c'était une bonne nouvelle ? Au-delà de la violence, injustifiable en démocratie et qui dénature les objectifs de la contestation, nous devrions sans doute être plus attentifs à ce que révèlent en positif ces mouvements. Retraite, santé, fin de vie, gestion de l'eau ou réforme de la constitution : nos compatriotes restent concernés par la vie politique et ses enjeux, et c'est une bonne

nouvelle. On peut regretter, et de fait c'est déplorable, la violence qui se donne à voir. On peut aussi trouver que le gouvernement manque d'outils pour mieux prendre en compte ces manifestations de « désir de parler ». Il y a, dans tout le pays, comme une volonté de s'exprimer, qui, pour l'heure, ne trouve aucun vrai débouché politique. Mais prenons les choses à l'envers : et si on parvenait à mieux tirer profit de cette envie de prendre part aux décisions, de cet appel à tenir compte des conséquences des projets sur des territoires précis, et si on transformait cette violence en capacité à créer ensemble de nouveaux projets, plus inclusifs ?

Encore faut-il savoir s'écouter. Comme le dit le pape François, dans un discours aux représentants de la société civile, au Paraguay en 2015, évitons le « dialogue-théâtre », c'est-à-dire, « la mise en scène du dialogue » où l'on feint de dialoguer, sans réellement être prêt à modifier son avis. « Le dialogue, dans ces conditions, ne sert pas, c'est un vernis », ajoute le pape. Il est bien de lancer une convention citoyenne, comme celle sur la fin de vie. À condition de ne pas savoir par avance ce sur quoi on veut aboutir...

Il faut aussi aborder le dialogue en assumant la part inhérente de conflit, c'est-à-dire la diversité des points de vue. Ce que nous avons manifestement du mal à accepter en France. « Le dialogue n'a de sens que s'il transforme le conflit en un nouveau processus », explique encore le pape. Pour cela, nous avons besoin de lieux de médiation, où ce dialogue puisse s'organiser. La rue ne peut en être un. Pas plus que les ronds-points.

Pour être au plus près des citoyens, pour organiser ce que la doctrine sociale appelle la « subsidiarité », il est besoin de corps intermédiaires : des syndicats, des associations, des Églises, des collectivités locales. La posture trop verticale de pouvoirs publics décidant directement pour « le peuple » ne peut plus fonctionner dans les démocraties du XXI^e siècle. Une « culture du dialogue » doit s'installer sur tout le territoire. Culture du dialogue dans laquelle les Semaines sociales, à leur mesure et à leur manière, entendent bien continuer à jouer tout leur rôle. ●

ISABELLE DE GAULMYN

Présidente des Semaines sociales de France